

## LETTRE OUVERTE A

Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Région

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Maire de Marseille

A Marseille, le 23 août 2011

Messieurs,

Toutes ces années de politique sécuritaire appliquée à la présence à Marseille de familles roms ont conduit, sous votre autorité, à l'impasse. Au-delà des associations caritatives et de certains partis politiques, c'est l'ensemble de la population qui s'indigne aujourd'hui.

Vous avez laissé croire qu'il suffisait de décréter le retour de ces citoyens européens pour que les rues de Marseille retrouvent leur sérénité. Depuis cinq ans, vous vous arcboutez sur cette certitude au mépris des grands textes qui fondent notre démocratie et malgré l'évidence de son inefficacité. Vous expulsez à grands frais les familles de leur bidonville, vous les poursuivez, vous rendez la vie impossible aux riverains et pour seule solution vous remplissez des charters. Le résultat est nul, indigne pour ces familles et exaspérant pour le reste de la population. Votre intervention Porte d'Aix, le 11 Août, illustre votre obstination.

La Ville de Marseille a apporté un élément de réponse en adaptant le dispositif d'accueil de la Madrague Ville, et a permis, comme le réclamaient les associations, d'héberger une partie des personnes expulsées.

Si nous pouvons nous en féliciter, nous ne pouvons nous en satisfaire, car non seulement des centaines d'autres familles sont toujours dans des conditions de « survie » inacceptables, mais votre démarche tend à transformer l'UHU de la Madrague en centre de rétention ouvert pour faciliter l'expulsion du territoire français.

Nombre des familles accepteront la proposition de retour « volontaire », mais vous savez bien que dans quelques semaines elles reviendront : qu'en ferez-vous ? Vous connaissez le coût exorbitant pour le contribuable de ce remède que vous appliquez sans effet parce que vous ignorez tout de la maladie que vous voulez guérir.

La maladie dont Marseille souffre ne s'appelle pas « Rom », elle s'appelle précarité. Or les expulsions et les charters n'ont pas le pouvoir de guérir ce mal-là.

Il est temps de prendre la mesure de la situation et de l'appréhender dans sa complexité afin d'y apporter les remèdes justes. Des réponses concrètes existent dans la plupart des grandes villes de France. A Marseille, ce sont les associations qui assurent par défaut les missions de santé, de sécurité et de salubrité publiques, et d'hébergement d'urgence, qui vous incombent.

En attendant que des solutions soient mises en place, nous vous demandons un moratoire sur les expulsions des bidonvilles, et la tenue de la table ronde que vous avez promise à la délégation d'élus reçue en mairie, qui serait une occasion unique pour sortir ensemble de l'impasse.

Dans l'attente de vos réponses, veuillez agréer nos salutations citoyennes

*Comité Catholique Contre la Faim*

*Communautés Emmaüs Marseille et Cabriès*

*Fondation Abbé Pierre*

*Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen*

*Médecins du Monde*

*Pastorale des migrants*

*Rencontres Tsiganes*

*Secours Catholique*